

Retour sur le colloque « Abd el-Krim et la république du Rif » de 1973

Daniel Rivet

Rares sont les occasions données aux universitaires de relire le savoir produit dans leur domaine de spécialité à un demi-siècle de distance. Daniel Rivet, professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ayant dédié sa carrière à l'histoire du Maghreb et plus particulièrement à celle du Maroc, se prête ici à l'exercice. Il livre une analyse historiographique du colloque consacré à Abd el-Krim et la république du Rif auquel il participa à Paris en 1973. Grâce à sa connaissance du sujet articulée avec celle des intervenants et du contexte intellectuel et politique de 1973, il nous propose une leçon de méthode historique, rappelant que toute recherche est située et que ses avancées reposent sur des synergies collectives.

Au préalable, rappelons le contexte international et intellectuel dans lequel se déroule le colloque sur la guerre du Rif tenu à Paris du 18 au 20 janvier 1973. Il a lieu alors que le courant anti-impérialiste, qui déborde l'anticolonialisme, atteint un paroxysme avec la guerre livrée depuis 1963 par les États-Unis à la république populaire du Viêt Nam. Plus précisément, il coïncide avec les accords de Paris du

27 janvier 1973 marqués par un cessez-le-feu entre les États-Unis et la république démocratique du Nord Viêt Nam, qui consacre le désengagement américain préluant à la chute de Saïgon en 1975. Mais il s'agit d'un faux apogée. L'anti-impérialisme est déjà miné par le grand schisme au sein du mouvement communiste entre l'URSS et la Chine et par la remise en cause du marxisme, dont témoigne l'irruption, à partir d'août 1973, de l'affaire Soljenitsyne sur la scène intellectuelle française.

Observons ensuite qu'entre le colloque sur la guerre du Rif tenu à Aix-en-Provence du 17 au 19 novembre 2021 et celui consacré à Abd el-Krim et la république du Rif à Paris en janvier 1973¹, près d'un demi-siècle s'est écoulé (figure 1). Ma raison de contribuer à ce dossier, c'est d'avoir participé à ces deux rencontres et de servir de trait d'union entre deux époques et deux générations d'historiens. Je ne vais pas m'instituer le rapporteur du colloque de 1973 en son entier et en livrer une synthèse exhaustive. Je puis cependant assurer qu'il resta la pierre d'angle de tout ce qui s'écrivit par la suite en France sur Abd el-Krim, et tendit soit à glisser dans une histoire néopositiviste, qui raconte tout en détail sans expliquer grand-chose², soit à verser dans une version

(1) Les actes du colloque (536 p.) sont parus intégralement chez François Maspero en 1976 avec un refus, énigmatique, d'utiliser de majuscules pour le titre : *abd el-krim et la république du rif*.

(2) Vincent Courcelle-Labrousse et Nicolas Marmié, *La Guerre du Rif. Maroc 1921-1926*, Paris, Tallandier, 2008 et Max Schiavon, *La Guerre du Rif*, Paris, Perrin, « Tempus », 2021. Ces deux ouvrages ont pour caractéristique commune d'en rester à une histoire, fouillée, de la guerre, mais de l'envisager exclusivement du côté français. L'ouvrage de Courcelle-Labrousse et Marmié, il est vrai, ouvre plus largement le compas sur l'Espagne et l'intérieur du Maroc.

romancée et hagiographique¹. Ajoutons que le récent dossier de la revue d'histoire marocaine *Zamane* n'apporte que des détails à la connaissance du sujet déjà acquise en 1973². Entre-temps, s'intercalent l'apport historiographique considérable de l'historien franco-marocain Germain Ayache et les travaux de Richard C. Pennell, Mohamed Tahtah et María Rosa de Madariaga, disposant d'une connaissance affinée de la société rifaine³.

Ayant fait ressortir l'importance du colloque de 1973, qui reste le sous-sol scientifique à partir duquel nous œuvrons aujourd'hui, je vais en extraire quelques fils directeurs pour mieux saisir d'où nous provenons et distinguer ce qui relève de l'intérieur, la société rifaine et l'appareil d'État construit par l'émir Abd el-Krim, et ce qui relève de l'extérieur, c'est-à-dire du contexte colonial et international ainsi que des oppositions à la guerre du Rif en France et dans le monde.

La société rifaine et l'appareil d'État construit par l'émir Abd el-Krim

Abd el-Krim, c'est Si Mohand (c'est-à-dire Mohammed dans la version amazighe) pour les

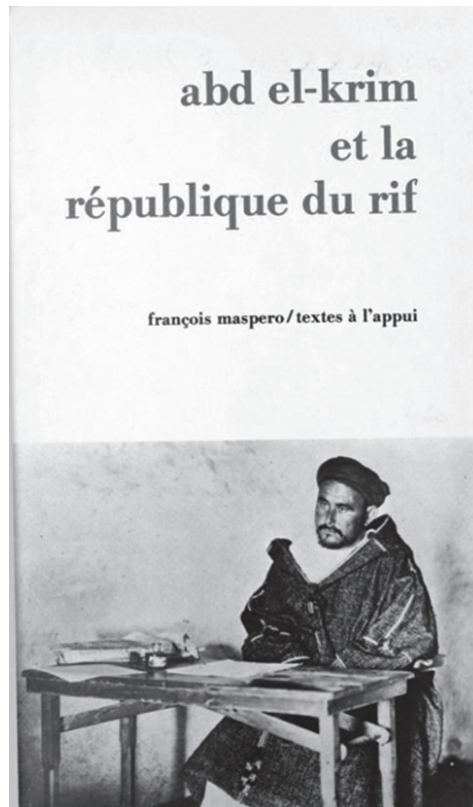
Rifains. Mais à Fès, on arabise son patronyme : Ben Abdelkrîm⁴. Et dans le reste du Maroc, on l'appelle *al-rîffî* (le Rifain). Ne dira-t-on pas rétrospectivement au Maroc l'« année du Rifain » pour désigner 1925, comme on parlera de l'« année des Américains » pour dire 1942 et l'« année des herbes » (c'est-à-dire de la famine) pour signifier 1944 ? Abd el-Krim fait donc vite figure d'émir, de prince religieux, et on l'oppose à Moulay Youssef, le « sultan des Français » comme disent les Marocains à la barbe de l'occupant. Peut-être même prétend-il à l'emploi de calife virtuel, rattaché par un artifice généalogique à Omar ibn al-Khatab, le deuxième des califes compagnons du Prophète. Mais c'est là une hypothèse qui reste à confirmer. Un fait paraît du moins indubitable : au cours des années 1920, jamais il n'est traité de *za'im* (chef politique doté d'un pouvoir charismatique) et son mouvement ne s'apparente nullement à une *thawra* (insurrection, révolution). Le parallèle avec Saïd Zaghloul, le leader charismatique du Wafd (la délégation envoyée à Londres pour négocier l'indépendance en 1919 et, par la suite, le parti nationaliste égyptien) reste un impensé à l'époque, de même que le précédent

(1) Zakiya Daoud, *Abdelkrim. Une épopée d'or et de sang*, Paris, Séguier, 1999. L'ouvrage a été réédité en 2020 aux éditions de La Croisée des chemins (Casablanca). Cette seconde version manque de fonds scientifique, malgré son imposant appareil de références, et frôle souvent la fiction. Des historiens marocains avaient, entre-temps, renouvelé notre connaissance du Rif contemporain, dont Mimoun Aziza dans son excellente thèse consacrée au Rif sous le protectorat espagnol (« Le Rif sous le protectorat espagnol (1912-1956). Marginalisation et changements sociaux : naissance du salariat », thèse de doctorat en histoire, Paris 8, 1994).

(2) Le numéro 138, édité en juillet 2021. La revue joue au Maroc le rôle tenu par *L'Histoire* en France, mais les journalistes férus d'histoire tendent à remplacer les historiens présents en force au début de *Zamane*, au prix de bien d'approximations.

(3) De la production de Germain Ayache en arabe et en français sur la société rifaine et le pouvoir central au Maroc, retenons l'essai le plus accessible au lecteur français : *Les Origines de la guerre du Rif*, Paris-Rabat, Publications de la Sorbonne/SMER, 1981, prolongé par un tome 2, posthume, paru en 1996 aux éditions L'Harmattan (*La Guerre du Rif*). Germain Ayache se tint à l'écart du colloque sur le Rif en 1973. Il lui fallait concilier des appartenances qui le tiraillaient en sens contraire : juif d'origine marocaine dont la famille avait acquis la nationalité française avant 1912, communiste et anticolonialiste sous le protectorat, monarchiste indéfectible depuis l'indépendance, mais toujours communiste. Richard C. Pennell, *A Country with a Government and a Flag. The Rif War in Morocco, 1921-1926*, Outwell/Wisbech, Middle East and North African Studies Press Ltd., 1986 ; María Rosa de Madariaga, *Abd el-Krim El Jatabi. La lucha por la independencia*, Madrid, Alianza Editorial, 2009 ; Mohamed Tahtah, *Entre pragmatisme, réformisme et modernisme. Le rôle politico-religieux des Khattabi dans le Rif (Maroc) jusqu'à 1926*, Louvain, Peeters Publishers, 1995 et Daniel Rivet, *Lyautéy et l'institution du protectorat français au Maroc. 1912-1925*, t. 2, Paris, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1988.

(4) Sur Fès où Abd el-Krim a été *taleb* (étudiant) à la Qaraouiyyine, voir le lumineux chapitre consacré à la ville idrisside par Jacques Berque dans *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Seuil, 1962, p. 168-191 (p. 173-174 en particulier).



1. Couverture des actes du colloque publié en 1973

Source : gallica.bnf.fr / BnF.

de la *thawra* en Égypte entre 1919 et 1922⁵ demeure la référence absente dans la terminologie en cours au Maroc, comme le fait ressortir en 1973 le grand arabisant Régis Blachère, qui était alors professeur au collège franco-musulman à Rabat⁶. Et si, sur le versant colonial, Lyautey parle d'un « Mustapha Kemal des montagnes », *As Sa'âda*, l'hebdomadaire en arabe du protectorat, évoque d'abord l'émir du Rif (*amîr al-Rîf*), puis le révolté/rebelle

(*thâ'ir*), mais le traite une fois seulement de *rogui*, comme c'était l'habitude de nommer les faux prétendants, tel que Bou Hamara (« l'homme à l'ânesse ») qui inquiéta le pouvoir central de 1902 à 1909⁷. Moulay Youssef aurait dit à Pétain, lorsque ce dernier vint en sauveur rétablir la situation militaire du protectorat français tellement ébranlée en juin-juillet 1925 : « débarrassez-moi de ce rebelle ». En arabe, il a peut-être dit *rogui*,

(5) La révolution égyptienne de 1919 est déclenchée contre le colonialisme britannique, dont le poids s'est fait particulièrement sentir pendant la Première Guerre mondiale. Menée par l'avocat Saïd Zaghloul, elle débute au Caire et s'étend dans tout le pays, notamment après l'expulsion des leaders vers Malte. Elle se termine en 1922, avec la fin du protectorat britannique, officiellement instauré en 1914, sur l'Égypte.

(6) Régis Blachère dans *abd el-krim et la république du Rif*, Paris, Maspero, 1976, p. 159 et p. 162.

(7) Sur Bou Hamara, voir Abdallah Laroui, *Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1830-1912)*, Paris, Maspero, 1977, p. 355-367 et Mohammed Kably (dir.), *Histoire du Maroc. Réactualisation et synthèse*, Rabat, Éditions de l'Institut royal pour la recherche sur l'histoire du Maroc, 2012, p. 535-536.

mais la traduction française omet cette appellation, et ce n'est pas un lapsus.

Ainsi, une incertitude pèse sur la terminologie qui entoure Abd el-Krim en 1973. Elle révèle la nature encore élastique du mouvement rifain qui, selon l'émir, est national en premier. Mais en circonscrivant quel espace ? Rifain, marocain, maghrébin, islamo-méditerranéen, au fur et à mesure que les succès militaires s'amplifient ? L'examen approfondi des archives saisies sur l'émir lors de sa capitulation permet d'élucider cette inconnue. En attendant cette mise au clair, j'ai proposé, au début des années 1980, une compréhension du mouvement fondée sur une lecture oblique de ces « papiers » de l'émir déposés aux archives du Quai d'Orsay¹.

Les contributeurs du colloque de 1973 butèrent de même sur le glissement du terme de *ripublik* à *jumbûriya* (république). Originellement, les Rifains parlèrent de *ripublik* pour désigner leur mouvement armé contre les Espagnols. Ce terme de république, si on le francise, résonne avantageusement à des oreilles françaises de l'époque. On invoque l'influence exercée par l'émigration des Rifains dans l'Oranais colonial, ou leur infiltration dans les régiments de tirailleurs marocains envoyés sur le front européen durant la guerre de 1914 à 1918. Les Rifains auraient réemployé un terme français pour qualifier l'auto-céphale du bras armé qui leur servait d'appareil étatique. D'autres sympathisants de la cause rifaine, tournés vers la Russie soviétique, assimilent cette *ripublik* à des doumas préfigurant

les soviets ; bref, à une forme locale, indigène en somme, d'autogouvernement.

La communication de David Montgomery Hart, un anthropologue américain grand connaisseur de la région, met au clair l'emploi de ce terme qui ne traduit nullement une fascination pour les institutions françaises. Les Rifains se rattachent spontanément au modèle marocain de la commanderie des croyants (le *amîr al-mu'minîn*). Le terme de *ripublik* se répand dans le Rif à partir de 1898 lorsqu'a lieu la dernière *maballa* (expédition armée montée par le pouvoir central) commandée par Bouchta al-Baghdâdi, le futur pacha de Fès qui maintint la ville d'une main de fer durant la guerre du Rif. À partir de la fin du 19^e siècle et jusqu'en 1923 s'impose l'emploi, dépréciatif, péjoratif, de *ripublik* pour dire l'absence de pouvoir central et la désorganisation qui en résulte, le chaos, l'anarchie, l'emprise des clans et des *big men* (les *ingharren*) les mieux dotés en agnats, en terres et en armes. C'est en somme l'équivalent du terme marocain de *sîba*, qui qualifiait le mouton sans maître, la bête sauvage livrée à elle-même. Et par suite, dans le vocabulaire politique de l'État musulman classique, désigne le sujet indocile vivant dans l'état d'anarchie coupable. David Montgomery Hart s'attache dès lors à montrer la corrélation entre cet état d'acéphalie organisée, récent, sans profondeur historique, désigné par le terme de *ripublik*, et le chaos qui submerge le Maroc au début du 20^e siècle et que ne parviennent pas à maîtriser les confréries et ordres maraboutiques, qui entretiennent en sous-main le désordre pour

(1) La terminologie ondulatoire qui circonscrit Abd el-Krim s'enrichit à mesure qu'on s'éloigne de l'événement fondateur de la victoire d'Anoual sur les Espagnols. Le chef du front rifain originel (*jibba rîfiya*) devient le chef du Rif (*ra'îs al-rîf*), puis l'émir de la république du Rif (*amîr* et non plus *ra'îs*). Une inflation de la croyance en ce personnage sauveur finit à partir de 1925 par muer le personnage en maître (*mawlana* : « notre maître ») et en seigneur (*Sidna* : « notre seigneur », titre réservé au Prophète et au souverain du Maroc), comme en attestent les « papiers » saisis lors de sa reddition. Sur ces variations du lexique nominant l'émir, je renvoie à ma thèse de doctorat (*Lyauté et l'institution du protectorat français au Maroc. 1912-1925*, t. 2, Paris, L'Harmattan, « Histoire et perspectives méditerranéennes », 1988, p. 259-262).

en vivre². Et il constate que le terme disparaît dès la proclamation, le 23 janvier 1923 (probablement), de l'État républicain rifain (la *dawla jumbûriya rifiya*), dont Abd el-Krim est promu d'emblée non pas le président (*râ'is*), mais le régent spirituel (*amîr*).

En somme, le colloque de 1973 ne met pas fin aux ambiguïtés terminologiques qui entourent l'épopée rifaine (car c'est ainsi qu'elle est vécue par ses protagonistes : comme un événement miraculeux où intervient la main invisible de Dieu, comme à la bataille de Badr du temps du Prophète). Mais il les cerne, les met en évidence sans trancher, sauf pour *ripublik*, si on se rallie à l'exégèse du mot par David Montgomery Hart.

Le colloque de 1973 occasionna également plusieurs lectures du mouvement rifain. Il y eut celle d'Abderrahmane Youssoufi portant sur les institutions de la république du Rif³. Ce dirigeant du parti de l'UNFP (Union nationale des forces populaires), exilé politique à Paris et futur Premier ministre de la « transition démocratique » entre 1998 et 2002, met l'accent sur la construction d'une « structure étatique moderne » accomplie par l'émir Abd el-Krim et la détaille avec minutie. Sa lecture se fonde sur le double rejet des « errements du makhzen⁴ » et du « négativisme de la *sîba* », ou plutôt sur leur dépassement par un « fédéralisme agrégatif ». Cette alternative à trop ou pas assez d'États aboutit à la triple émergence d'un peuple, d'un territoire et d'une souveraineté.

Le peuple rifain surgit dès que l'application généralisée du *chrâ'a* (contraction de *shari'a*) met fin aux conflits tribaux, qu'arbitraient imparfaitement les marabouts, et aux vendettas exercées

de clan à clan. Paradoxalement, Youssoufi, avocat talentueux, compagnon de Ben Barka, dont l'ombre règne sur le colloque mais le nom reste interdit, fait l'éloge de l'État islamique comme une étape vers l'État de droit démocratique auquel aspire cet opposant inébranlable à la monarchie de Hassan II. Mais nous sommes en 1973 avant le déferlement de la pensée islamique. Comme l'émir, Youssoufi considère qu'un État national-religieux est un préalable à l'État social-national. L'expérience iranienne de la mollahcratie est encore devant lui, imprévisible, tout comme celle de l'État islamique ultérieur. Il ne faut pas se tromper d'époque et remettre dans son contexte historique les propos de cet homme politique, qui était aussi un intellectuel rodé aux joutes de la pensée de gauche et de son universalisme ambiant.

Un territoire rifain s'érige, que balisent des routes et un réseau téléphonique de fortune, qui marche fort bien, et un système de commandement qui fonctionne de haut en bas et permet la mobilisation immédiate, disciplinée, bref sans cohue mais momentanée, de contingents là où l'ennemi avance. Au passage, Youssoufi suggère, sans l'affirmer catégoriquement, que la République rifaine fondée sur la levée en masse des tribus et leur fédération, c'est un peu comme la Prusse au 18^e siècle : une armée qui se dote d'un État et non l'inverse. Il note aussi le refus des gouvernements espagnol et français d'autoriser la Croix-Rouge à accéder à l'intérieur du Rif. Ce qui a manqué le plus cruellement à l'État rifain, ce fut, outre une aviation de combat, une couverture médicale.

Une souveraineté concrétisée par l'existence d'un drapeau, d'un hymne national, d'un ministère des Affaires étrangères où

(2) David Montgomery Hart, « De "Ripublik" à "République". Les institutions socio-politiques d'Abd el-Krim », in *abd el-krim et la république du Rif*, op. cit., p. 33-45.

(3) Abderrahmane Youssoufi, « Les institutions de la république du Rif », *ibid.*, p. 81-100.

(4) Le terme *makhzen* (littéralement trésor, magasin) désigne le sultan, son gouvernement et sa cour et, par extension, l'État marocain.

officie l'ingénieur, le talentueux Mohamed Azerqane, et matérialisée par des frontières et des revendications territoriales – par exemple, sur la confédération tribale des Beni Zeroual, au nord d'Ouezzane, poumon et grenier à blé du territoire des Djebala. La république du Rif ira jusqu'à demander, en vain, son admission à la Société des Nations (SDN), bien avant que l'Angleterre n'y fasse entrer en 1932 la monarchie irakienne. La lecture du mouvement rifain par Youssoufi est ingénieuse et sérieusement informée, mais elle se ressent d'être en creux ce que la monarchie marocaine alaouite aurait pu être et n'a pas été depuis Hassan II : éclairée et populaire.

La lecture de Kenneth Brown, professeur d'histoire à l'université de Manchester¹, restitue l'apparition de l'État rifain dans le contexte de l'histoire contemporaine du Maroc. Cette république de tribus confédérées du Rif (ce fut son appellation originelle) est un moment dans l'éclosion d'un nationalisme spécifique au Maroc. Celui-ci s'était affirmé en 1908 avec le lancement du journal *Lisân al-Maghrib* à Tanger et la *bay'a* (proclamation avec un texte à l'appui du prétendant au sultanat) de Moulay Hafid à Fès. Le projet s'inscrit à une époque où le nationalisme cesse d'être un piège pour ceux qui aspirent à la reconstitution d'une *umma* (communauté des croyants) sans frontières autres que celles que dessine la foi religieuse. En 1930, la campagne du *ya latîf* (prière d'intercession lorsque l'islam est en danger) contre le « dahir berbère² » démontre que l'équation entre croyance religieuse et nation s'est réalisée comme au Moyen-Orient : l'amour

de la patrie est désormais compatible avec la foi religieuse (*bubb al-watan min al-imân*). Kenneth Brown établit une concordance entre le texte de la constitution promulguée par Abd el-Krim et l'islamisation de la société réalisée par l'émir-président. Mais le texte de cette constitution a été perdu lors du bombardement du Quartier Général de l'émir à Ajdir au risque de la faire parler de façon indue et de lui attribuer ce qu'elle ne dit pas à l'époque et qui paraît aller de soi depuis.

L'approche de Magali Morsy, maître-assistante à l'université de Paris 3, se distingue des précédentes par son parti pris en faveur du Maroc des déshérités, qui restent sous-analysés quand on parle de l'Empire chérifien³. Elle privilégie non pas la personne de l'émir et sa famille qui noyaute l'État rifain, mais le fond local, l'homme de base comme on disait alors. Les levées en masse qui déferlent aux batailles d'Anoual et de Monte Arruit en 1921 proviennent de loin : non pas de la fermentation nationalitaire qui enflamme un milieu choisi, circonscrit à Tanger, Fès ou Salé, mais du sursaut jihâdien, qui soulève indistinctement les foules de gueux emmenées par le chérif Ameziane en 1909 contre les Espagnols. Ce sursaut rebondit sur une tonalité moins explicitement islamique en 1958-1959 avec une levée en masse à accent, dit-on, régionaliste – et l'on pourrait dire de même depuis, avec le *hirak* déclenché à Al-Hoceima en 2016. Le mouvement est toujours régionaliste, virtuellement sécessionniste, contraire à la manière jacobine de penser l'État-nation et celle, marocaine, d'analyser la mouvance étatique chérifienne

(1) Kenneth Brown est un anthropologue américain auteur d'une exemplaire monographie de Salé (*People of Salé. Tradition and Change in a Moroccan City, 1830-1930*, Cambridge, Harvard University Press, 1976), ultérieurement traduite en français et éditée au Maroc : *Les Gens de Salé. Les Slawis : tradition et changement dans une ville marocaine de 1830 à 1930*, Casablanca, Eddif, 2001.

(2) Texte de loi adopté en 1930 sous la pression des Français qui règle le fonctionnement de la justice dans les zones de droit coutumier berbère, en les soustrayant au droit musulman. Il est perçu comme un instrument de division, accusé de séparer de manière artificielle les populations arabophones et berbérophones.

(3) Magali Morsy a consacré sa thèse de doctorat à *La Relation de Thomas Pellow. Une lecture du Maroc au XVIII^e siècle*, Paris, Recherche sur les civilisations, 1983. Elle a également introduit le recueil de textes de Charles-André Julien, *Une pensée anticoloniale. Positions 1914/1979*, Paris, Sindbad, 1979.

comme un empire. La levée en masse rifaine reste suspecte pour une oreille française, mais non pas pour celle de Magali Morsy, d'origine tchèque et juive, anglaise de culture, française par la fixation professionnelle, mariée à un poète marocain, en somme internationaliste comme le sont des personnages du cinéaste Ken Loach. Et de relever de même que le revêtement berbère du mouvement rifain transparaît également dans la mutinerie encore toute fraîche des cadets d'Ahermoumou en juillet 1971, qui avaient tenté de renverser le roi Hassan II⁴.

Le mouvement rifain a sa logique qui résulte des conditions propres au colonialisme espagnol : son arriération économique, sa violence extrême qui est le corollaire de sa faiblesse constitutive, sa dimension de *reconquista* qui rebondit au Maroc, bref son caractère d'éternelle croisade. C'est donc simultanément dans un mouvement à la temporalité historique plus vaste, mais circonscrite au Rif et collant au fait berbère, que Magali Morsy déploie son analyse. On la qualifierait aujourd'hui d'islamo-gauchiste, mais on aurait dit à l'époque islamo-tiers-mondiste parce qu'elle privilégie la dimension nationale-religieuse du phénomène rifain. Car elle insiste sur la proximité quasi axiologique entre la protestation des plus opprimés et la revendication religieuse. Chez elle, le fond de l'air est vert (islamique) là où il est rouge chez Régis Blachère ou Jacques Berque. Magali Morsy cite des lettres de l'émir

à des savants lettrés de Fès et au *qâdî* de Rabat, Si Abderrahman el-Qorchi, dont l'accent jihâdien est explicite : « Nous comptons sur vous pour approuver la guerre sainte que nous prêchons, et n'oubliez pas, si vous êtes prisonniers [des Français], que nous ne le sommes pas et que nous disposons des forces nécessaires pour chasser les infidèles du pays⁵. » Et cette historienne à contre-courant de son époque regrette qu'aucun progrès dans la connaissance de la dimension religieuse de l'entreprise rifaine n'ait été accompli depuis le travail opéré par le service de renseignement de l'armée française en 1925.

L'approche d'Abdallah Laroui s'impose par son acuité tranchante. Il est considéré à l'époque à Paris comme l'intellectuel maghrébin le plus talentueux, le plus prometteur⁶. Il pointe le hiatus entre le mouvement rifain qui se situe à la périphérie du Maroc et le centre, coagulé par l'alliance entre le makhzen, seul noyau d'une continuité historique pluriséculaire, et l'élite citadine (la *khâssa*). Cette discordance se traduit par le très faible écho d'Abd el-Krim auprès de la bourgeoisie urbaine, en dehors du ralliement à l'émir des trois fils Tazi, dont le père est *mendoub* (délégué du sultan) de Tanger, la ville au statut international qui s'érige comme un angle mort dans la couverture policière du Maroc par les Espagnols et les Français. Et ce rendez-vous manqué entre élites rurales et citadines se reproduit lorsque l'émir, de retour de la Réunion où il

(4) En juillet 1971, le roi Hassan II est l'objet d'une tentative de coup d'État dans son palais de Skirat, station balnéaire près de Rabat, lors d'une réception organisée pour son anniversaire. Le putsch est mené par le général Mehbouh, haut gradé de l'armée marocaine, secondé par plus d'un millier de cadets de l'école militaire des sous-officiers d'Ahermoumou. L'opération fait une centaine de victimes et 200 blessés parmi les invités du roi ; une centaine de cadets figurent également parmi les victimes. Voir Karima Dirèche, Nessim Znaïen et Aurélia Dusserre, *Histoire du Maghreb depuis les indépendances. États, cultures, sociétés*, Paris, Armand Colin, 2023, p. 94-95.

(5) Lettre d'Abd el-Krim aux *fqihis* (savants lettrés) Si Abdelaziz Gennani et El Iraqi, *cadi* de Fès, cité par Magali Morsy, « Actualité d'Abd el-Krim », in *abd el-krim et la république du Rif*, op. cit., p. 393.

(6) Agrégé d'arabe, historien et essayiste, Abdallah Laroui, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Rabat, est l'auteur de *L'Ideologie arabe contemporaine*, Paris, Maspero, 1967, et de *Histoire du Maghreb. Un essai de synthèse*, Paris, Maspero, 1982. Il préparait une thèse qui a eu un grand retentissement sur *Les Origines du nationalisme marocain. 1830-1912*, Paris, Maspero, 1977.

fut si longtemps déporté, échappe en 1947 à la surveillance de ses gardiens à Port-Saïd et rallie Le Caire. Il n'y aura en effet guère de conjonctions et encore moins d'affinités entre le Comité pour la libération nationale du Maghreb fondé par Abd el-Krim et le Bureau du Maghreb arabe, qui est une émanation antérieure de la Ligue arabe, où se retrouvent un Bourguiba et un Allal el-Fassi, lui aussi réfugié politique en Égypte la même année (1947). Dans son *Autocritique* (essai formulé en arabe), Allal el-Fassi relate combien le courant ne passait pas entre le grand savant orateur consacré de Qaraouiyyine et le modeste étudiant à la même université musulmane vingt-cinq ans en arrière. L'effet du milieu social joue sans doute plus que le clivage générationnel. C'est à la fois le conflit ancestral entre l'homme de plume et l'homme de poudre et le clash, contemporain, entre l'inventeur de la formule de la guerre révolutionnaire selon Hô Chi Minh et le scribe qui manie à la perfection l'art oratoire du *za'im* et la stylistique de l'arabe *fusha* (classique). Et Abdallah Laroui de conclure que dans le courant istiqlalien qui l'emporte en 1956, l'enseignement de l'expérience rifaine est mis de côté parce que celle-ci n'ajoute rien à la problématique des nationalistes. Pour eux, il s'agissait de trouver un point d'équilibre entre le courant de la *salafiyya* (le réformisme religieux, qui avait été le suc du nationalisme marocain de la première génération) et le courant national-libéral, puis démocrate progressiste de la deuxième génération, celle de Mehdi Ben Barka, Abderrahim Bouabid et Abderrahmane Youssoufi, qui privilégiaient l'option développementaliste, d'inspiration travailliste ou révolutionnaire à la chinoise.

Faute de se rencontrer, les deux mouvements laisseront un Maroc « déjeté », désorienté, désossé. En 1973, deux ans après la tentative de coup d'État contre Hassan II, la nation ne s'était toujours pas remise de la

rencontre manquée entre Abd el-Krim et Allal el-Fassi, entre le nationalisme rural et plébéen de l'un et le nationalisme citadin et élitiste de l'autre. Mais chez Laroui, *quid* de la question berbère et du Maroc des bidonvilles, qui hantaient l'imaginaire des congressistes, comme le démontra le débat dans la salle, intégralement, scrupuleusement même, rapporté dans les actes du colloque ?

On comprend qu'une pluralité d'interprétations du mouvement rifain circulait à travers ces textes. Et qu'on n'aboutit pas à des conclusions tangibles, ni sur le sens profond de ce qui resta une épopée trop tôt surgie, ni sur son retentissement dans l'imaginaire marocain, sauf d'avoir engendré une vision quasi sacralisée du phénomène et érigé l'émir en personnage mythologique.

Le contexte international et colonial du mouvement rifain

Le mouvement rifain qui se déploie de 1921 à 1926 ne fut pas un phénomène *sui generis*, c'est-à-dire qu'il ne se résume pas à l'auto-transformation subite et spontanée de dizaines de milliers de combattants passant sans transition du statut d'homme de guerres tribales à celui de guérillero d'une armée encadrée, disciplinée et semi-professionnelle. Au sommet, la fermentation des années prénationalistes antérieures à 1920 a joué. Mais à la base, opère plus encore l'ouverture des émigrants sur les mondes d'ailleurs, où ils respirent les vents stimulants d'une modernité industrielle peu ou prou démocratique. Ce sont les dizaines de milliers de travailleurs saisonniers (50 000 à 60 000 peut-être) qui descendent de la montagne rifaine pour faire les moissons et les vendanges dans l'Oranais des colons. Ils apprennent des rudiments de la « boulitik » comme on commence à dire en Algérie, sur le versant des colonisés. Ce sont aussi les Rifains

qui s'engagent sous de faux noms dans les régiments de tirailleurs levés par le protectorat français à la barbe des Espagnols. Nombre d'entre eux vont faire la guerre en Europe ou en Orient ottoman et ainsi apprendre à manier les armes à feu les plus perfectionnées, à construire et fortifier des tranchées ou des blockhaus hérissés de barbelés, et à monter des lignes téléphoniques. Ils vont retourner, contre les soldats espagnols mal équipés et inexpérimentés, ce savoir-faire militaire appris sur le front en Europe ou aux Dardanelles. Puis, cette expérience acquise sur des théâtres de guerre extérieurs jouera à plein durant le printemps et le début de l'été 1925, au paroxysme de l'offensive rifaine portant sur Fès et Taza. Mais cette histoire encore mal connue reste seulement entrevue au colloque de 1973.

Le mouvement rifain trouve son origine au lendemain de la Grande Guerre dans l'ambiance historique renouvelée par le message en 14 points de Wilson et la révolution russe avec ses prolongements en Asie, dont le congrès des peuples d'Orient à Bakou début septembre 1920, comme le perçoit déjà Lyautey dans sa circulaire du « coup de barre¹ » pour repenser le protectorat en novembre 1920. Mais le mouvement s'inscrit plus encore dans l'onde de choc du kémalisme : Abd el-Krim ne parle-t-il pas de faire de sa capitale Ajdir une petite Ankara² ?

Plus précisément, l'épisode rifain, entre 1921 et 1926, se déroule dans l'interlude entre 1918 et l'exécution des traités de paix, qui s'attarde en Syrie et en Irak jusqu'en 1926. C'est un

moment encore trouble, incertain, où l'heure des peuples ne coïncide pas du tout avec l'heure des chancelleries, comme on le constate en Égypte et aux Indes, mais aussi en Tunisie avec l'éclosion du Destour et en Algérie avec la tentative de l'émir Khaled³. Des soulèvements ont lieu, qui rassemblent un peuple tout entier : tel est le cas en Égypte de 1919 à 1922. Mais s'opère aussi la mobilisation plus sporadique et discontinue de « potentiels sociologiques » inattendus, qui traduisent « une poussée de démocratie à la base », comme l'expose Jacques Berque⁴. Son tour d'horizon et la communication plus fouillée, presque exhaustive, de Rosalba Davico, s'attachent à les retracer : des petites républiques de soldats ottomans déserteurs ou démobilisés sur la frontière encore incertaine entre la Turquie et la Syrie mandataire, des villes libres comme Ragga (Raqqā) sur l'Euphrate en 1920-1921, et surtout Missourata en Libye⁵.

L'immédiat après-guerre correspond à un moment de rupture et de réagencement (on dirait aujourd'hui de recomposition) de toutes les données antérieures à 1914 et de bouillonnement crypto-révolutionnaire avant la remise en ordre de la seconde moitié des années 1920 et le faux apogée de l'ordre colonial vers 1930. Le fait rifain se fonde dans cette conjoncture si effervescente et le colloque de 1973 en prend acte avec une précision quasi clinique lorsqu'il s'agit de mesurer l'audience du Rif dans le monde entier. Ce fut là le troisième apport de ce colloque, et, sans doute, le plus aisé à monter en épingle. Deux rapports mesurèrent

(1) Hubert Lyautey, circulaire dite du « coup de barre », 18 novembre 1920, cité dans Jacques Benoist-Méchin, *Lyautey l'Africain ou le rêve immolé*, t. 4, Paris, Plon, 1955, p. 25-36.

(2) De manière symptomatique, personne au colloque n'évoque Sultan Galiev, l'un des hommes clés du congrès des peuples d'Orient à Bakou en 1920. Ce Tatar bolchevick, précurseur de la révolution tiers-mondiste, a dû rester inconnu de l'émir Abd el-Krim.

(3) Jean-Louis Miège, « Introduction historique. Les relations internationales », in *abd el-krim et la république du Rif*, op. cit., p. 25-32.

(4) Jacques Berque, « Poussée nationale et démocratie à la base dans la nation arabe. 1915-1925 », *ibid.*, p. 46-50.

(5) Rosalba Davico, « La guérilla libyenne (1911-1933). Impérialisme et résistance anticoloniale en Afrique du Nord dans les années 1920 », *ibid.*, p. 403-449.

l'écho du mouvement rifain en Égypte¹ et en Tunisie².

Mais le morceau d'anthologie de ce second versant du colloque appartient à l'étude quasi exhaustive des gauches et des mouvements ouvriers européens face à la guerre du Rif. De fortes études furent consacrées par René Charvin et René Gallissot au parti communiste et à la guerre du Rif, et Charles-Robert Ageron eut la tâche ardue d'analyser la mise à distance du phénomène rifain opérée par la SFIO et son pourquoi. La même entreprise fut conduite s'agissant de l'Espagne par María Rosa de Madariaga et Jean Meyer qui opéra un check-up des répercussions du Rif sur la vie politique espagnole. Le débat fut vif sur ces sujets encore chauds en 1973 (en France, l'union de la gauche est en cours depuis 1972) et le nombre d'interventions orales à la suite de ces communications fut prolixe. Je n'irai pas plus loin dans l'exégèse, car on vire à l'histoire de deux nations coloniales et on s'éloigne du Rif. Je noterai seulement l'importance des anarcho-bolchéviques mise en exergue par René Gallissot³. Nourrissant la lente bolchévisation du Parti communiste français (PCF), il y eut une confluence, fugitive, entre le syndicalisme révolutionnaire encore hégémonique au sein de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), les Jeunesses communistes et ceux qui revendiquaient l'extension de la formule des soviets partout. Cet alliage impromptu a alimenté la spontanéité et la vivacité de l'anticolonialisme du PCF dans sa campagne contre la guerre et dans sa fraternisation avec les Rifains durant l'été 1925, jusqu'au demi-succès de la grève du 12 octobre. Un

jeune vicaire, affecté à la Ricamarie en banlieue stéphanoise, est frappé par la force de l'idéal qui soulève les jeunes ouvriers emportés par la lutte contre cette guerre du Rif : Yves de Montchanin, qui s'enfouira plus tard dans l'hindouisme. Ce témoignage de l'extérieur corrobore exactement ce que disent, dans une autre langue, les rapports de police de l'époque.

Il faudrait, pour terminer, rappeler que nombre d'intervenants du côté français avaient vécu intensément ce moment rifain au cours de leur existence : Charles-André Julien, en tant que militant anticolonialiste ayant été le délégué de la III^e Internationale pour l'Afrique du Nord ; Régis Blachère, comme professeur d'arabe au collège franco-musulman de Rabat ; Pierre Rondot, qui participa à l'ultime campagne militaire du Rif en 1926 ; et parmi les auditeurs, le général Méric qui rendit compte du colloque dans la revue *Maghreb*⁴ ; André Adam, professeur au collège musulman de Fès en 1940 ; Daniel Guérin, compagnon de route de Jean-Robert Longuet à la revue *Maghreb*, fondée avec les « Jeunes Marocains » en 1932 ; Brahim Boutaleb, enfant à Fès sous le protectorat et doyen de la faculté des lettres de Rabat ; Youssef Rouissi, un néo-destourien qui connut de près l'émir replié au Caire en 1947 ; Georges Oved, un ancien contrôleur civil et conseiller d'Abderrahim Bouabid, ministre de l'Économie nationale de 1958 à 1960. Si bien que les contributeurs parlaient devant des auditeurs qui contrôlaient leur dire en connaissance de cause et intervenaient avec pertinence, et, parfois, virulence, au cours des débats.

(1) Mohamed Ahmed Anis, « Abd-el-Krim et l'Égypte » [traduit de l'arabe par Abderrahmane Youssoufi], *ibid.*, p. 398-401.

(2) Mohammed Chérif, « La guerre du Rif et la Tunisie », *ibid.*, p. 456-471.

(3) René Gallissot, « Le parti communiste et la guerre du Rif », *ibid.*, p. 259-260. Cet historien, qui tira les conclusions du colloque, féru de débats d'idées, passa de l'université d'Alger après 1962 à celle de Vincennes après mai 1968. Il exerça une fonction de médiateur entre le courant marxiste critique en France et la pensée tiers-mondiste au Maghreb, dont l'économiste franco-égyptien Samir Amin fut une figure de proue.

(4) Édouard Méric, note brève dans le n° 57 de la revue *Maghreb*, mai-juin 1973, p. 41.

Bien sûr, certaines zones de silence, certains couacs ressortent aujourd'hui. Qu'on parle plus à ce colloque de Cachin, Frossard, Doriot ou de Barbé et Celor que des personnages clés qui gravitent autour de l'émir, dont son frère Si M'hamed, ancien élève de l'École des mines de Madrid, Si Abdessalam, leur oncle, et de même Abdallah Ben Saïd, le cadi de Salé ami de la famille. Qu'Abd el-Krim reste vu de profil avec l'éclairage documentaire d'Hubert Jacques et de Robert Mathieu, deux journalistes faisant dans le sensationnel, et de Léon Gabrielli, ancien contrôleur civil à Taourirt et émissaire de la Résidence auprès des Rifains. Les trois sont sollicités sans qu'on s'interroge sur leur position dans le champ des luttes de l'époque. Ajoutons que l'absence de Germain Ayache posa problème : dès ses premières investigations, il révèle un Abd el-Krim ondoyant, intéressé par la question de l'eldorado minier qui miroite autour du Rif et jouant un double jeu virevoltant entre le colonisateur espagnol et les siens, avant d'opter pour le personnage historique de précurseur de la décolonisation. Germain Ayache avait accepté de venir parler de la formation d'Abd el-Krim et de son entourage. Au dernier moment, il se fit porter absent. Thami Azemmouri, un jeune historien témoin en 1965 de la disparition à Paris de Mehdi Ben Barka, devait traduire le mémoire remis par l'émir en 1927 au colonel Sagnes à la Réunion, où il éclaircissait les zones d'ombre pointées par ses détracteurs. Entre-temps, il se suicida. Les cartons saisis à Ajdir en 1926 eurent permis dès cette époque de clarifier cet embrouillamini. Ils ne seront

accessibles qu'au début des années 1980 aux archives du Quai d'Orsay.

De manière plus significative encore, on pourrait épingler ce qui ne passe plus aujourd'hui, ce qui est devenu intolérable à nos sensibilités. Par exemple, ce que Youssoufi nous livre, malgré lui, à son insu, sur la dérive autoritaire du chef rifain, avec la création de prisons, ce qui était unimaginable jusque-là dans une société qui excluait l'intervention de l'État pour régler ses dissensions internes, ou bien la reconversion de femmes captives (raptées dans les villes) en épouses légitimes des soldats célibataires de l'émir. Depuis, on connaît mieux le réglage du rapport de complémentarité batailleuse entre le centre makhzénien et la périphérie dite tribale, et on en sait plus sur la société des femmes. Ici, la relève fut prise par les historiens, les sociologues et politologues marocains⁵. En 1973, ceux-ci sont encore des lycéens ou de jeunes étudiants. À n'en pas douter, vingt, trente ans après, le même colloque eut apporté des éclairages sensiblement décalés et enrichis. Sans doute, l'interrogation, brûlante, posée par le sociologue tunisien Abdelkader Zghal au cours du débat final, selon qui il a manqué une analyse en profondeur du rapport entre le centre et la périphérie, trouverait une réponse complexifiée et affinée : « Nous devons mettre au centre de notre débat ce problème : comment la classe politique, avec toutes ses présuppositions [sur l'arriération de l'homme de la tribu], est-elle capable d'établir une communication avec la paysannerie dans le Maghreb⁶ ? »

(5) Au risque de sombrer dans un palmarès, les historiens les plus patentés du Maroc moderne et contemporain : Amina Aouchar, Jamaâ Baida, Mohammed Kenbib, Abderrahmane El Moudden, Larbi Mezzine, Abdelahad Sebti. Les sociologues ou anthropologues les plus fertiles : Rahma Bourqia, Mohammed Ennaji, Fatima Mernissi, Paul Pascon, Hassan Rachik. Les politologues les plus féconds : Mohamed Tozy, Abdelhai Moudden, Abdallah Saaf.

(6) Abdelkader Zghal, « Discussion », in *abd el-krim et la république du Rif*, op. cit., p. 508. Cette discordance a été (sur)analysée depuis par les chercheurs en sciences sociales travaillant sur le Maghreb. Pour le Maroc, on trouve une brillante mise au point à ce sujet dans Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, *Tisser le temps politique au Maroc. Imaginaire de l'État à l'âge néolibéral*, Paris, Karthala, 2020, p. 39-112.

En définitive, il reste que la haute tenue intellectuelle des communications et des débats demeure prégnante à la relecture près d'un demi-siècle plus tard. Nombre des contributeurs étaient des intellectuels progressistes de renom. Ils avaient le dessein commun d'extraire la guerre du Rif du silence qui l'entourait et de la rattacher à une pratique de la guerre révolutionnaire, qui battait encore son plein, alors qu'on abordait seulement la phase finale de la guerre du Viêt Nam. Nous stationnions tous sur une autre galaxie intellectuelle : deux ans avant la chute de Saïgon en 1975, mais cinq ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie au cours de l'été 1968 et à la veille de l'effet Soljenitsyne – *L'Archipel du Goulag, 1918-1956* sera édité en juin 1974 aux éditions du Seuil. Bref, on s'attardait à la dernière vague de tiers-mondisme : le quatrième sommet des pays non alignés va se dérouler à Alger début septembre 1973 et, au *Nouvel Observateur* comme au *Monde*, des journalistes renommés, tels que Jean Lacouture et Paul Balta célèbrent, dans l'Algérie de Boumédiène, un pays montreur de conduite au tiers-monde et un exemple, crédible, de transformisme entrepris par la locomotive la plus performante des pays en voie de développement. La publication des actes du colloque aux éditions Maspero est elle-même un symbole, de même que l'interdiction de la diffusion de l'ouvrage dans le Maroc de Hassan II.

Je n'irai pas plus loin dans l'opération de déconstruction d'un discours forcément daté, circonstancié : les historiens, tels les journalistes, restent prisonniers de leur temps et de l'aveuglement de leurs contemporains. Ce serait commettre un anachronisme que de juger en surplomb cette époque. La brillante

essayiste tunisienne Hélé Béji n'a pas encore écrit *Le Désenchantement national. Essai sur la décolonisation*, publié aux éditions de La Découverte (qui fait suite à Maspero au prix d'une véritable coupure épistémologique) en 1982. Nous sommes encore à l'époque où Jacques Berque, l'un des rois mages de l'époque, écrit *L'Orient second*, édité en 1970 chez Gallimard : c'est un éloge inconditionnel des autres mondes que l'Occident et un plaidoyer flamboyant pour l'apprentissage de l'altérité culturelle.

Il faut donc situer ce colloque à la fin d'un cycle, celui où la notion de tiers-monde s'imposait à tous ceux qui pensaient en termes géopolitiques et moraux. D'une certaine manière, il emprunte à cette catégorie analytique, depuis disparue, ce qu'elle eut de meilleur : avoir réuni des intellectuels du Sud et du Nord autour d'un projet scientifique commun et établi entre eux un débat fécond. Et de l'autre, ce colloque sur le Rif fait l'économie d'un galimatias langagier courant dans ces années 1960-1970 et devenu inaudible de nos jours. Des savants tels que Charles-André Julien¹, Abdallah Laroui, Jacques Berque, Régis Blachère, Abderrahmane Youssoufi y parlent avec l'autorité que confère d'être les derniers des intellectuels porteurs d'une vision du monde progressiste. Ils étaient néodreyfusards comme Charles-André Julien et Régis Blachère, ou penseurs de la nation à la recherche d'un universel, tels Abdallah Laroui ou Abderrahmane Youssoufi. Ce qu'ils dirent, ce qu'ils nous apprirent a pris des rides, mais fait ressortir l'inconsistance du propos sur le Rif des amateurs ou des experts qui leur ont

(1) Charles-André Julien ne fut pas seulement un historien d'avant-garde dans les années 1930 et le « Zola de notre décolonisation », selon la formule un peu emphatique de Jean Lacouture. Il disposait sur tous d'une autorité morale et d'un ascendant intellectuel, qui contribuèrent à conférer à ce colloque une tenue exceptionnelle.

succédé et qui, d'ailleurs, ne sont pas des universitaires². À ces derniers, il appartient de prendre la relève et d'explorer les versants restés dans l'ombre il y a bientôt cinquante ans pour décrypter autrement cet événement pré-curseur de la décolonisation. C'est ce à quoi s'emploient les auteurs de ce dossier, avec d'autres angles de vue, un prisme historiographique dépourvu de ce triomphalisme frisant le manichéisme qui était courant à l'époque, et une méthodologie qui privilégie

la micro-analyse et s'écarte de la métahistoire encore en vogue en 1973.

Daniel Rivet

Daniel Rivet est historien, spécialiste du Maroc et plus largement du Maghreb à la période coloniale. Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il est notamment l'auteur des ouvrages de référence suivants : *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation* (Hachette, 2002), *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du protectorat* (Denoël, 1999), *Histoire du Maroc* (Fayard, 2012). (dfrivet@club-internet.fr)

Testimonial on the 1973 "Abd el-Krim and the Rif Republic"

— Cet article se propose de revenir sur le colloque international organisé à Paris en 1973 pour en faire ressortir les apports sur la compréhension du mouvement rifain. Son objectif est également de montrer comment les intervenants du colloque étaient eux-mêmes les témoins et les acteurs d'un temps, celui de la décolonisation et des luttes anti-impérialistes, bien différent du nôtre dans la manière de poser des questions au passé colonial.

— *This article looks back at the international colloquium organized in Paris in 1973, highlighting its contributions to our understanding of the Riffian movement. It shows how the speakers at the colloquium were themselves witnesses and actors of a particular moment in time—decolonization and anti-imperialist struggles—when the ways of probing and questioning the colonial past were very different from our own.*

— **Mots clés** : Rif, Abd el-Krim, historiographie, décolonisation.

— **Keywords**: Rif, Abd el-Krim, historiography, decolonization.

(2) À l'exception de Jean-Paul Charnay, *Technique et géosociologie. La guerre du Rif, le nucléaire en Orient*, Paris, Anthropos, 1985. Ouvrage difficile d'accès pour le lecteur rétif à la conceptualisation pratiquée comme un jeu de go, mais inventif.